

Morale et politique

À propos de la campagne électorale française

Entretien avec André Comte-Sponville (*Le Monde* daté des 2-3 avril 2017)

De François Fillon qui renonce à son renoncement (« si j'étais mis en examen, je ne me présenterai pas ») à Manuel Valls qui renie ses engagements (« je m'engage à soutenir le gagnant de la primaire »), n'assiste-t-on pas une nouvelle fois au règne de la versatilité, de la parole non tenue et du cynisme qui contribuent à discréditer la politique ?

Qu'il vaille mieux tenir sa parole, en politique comme ailleurs, je vous l'accorde ! Mais qu'est-ce que cela nous dit sur la situation politique actuelle ? En l'occurrence, je pense que François Fillon eut tort de maintenir sa candidature, après sa mise en examen, comme Manuel Valls de ne pas soutenir, fût-ce *a minima*, celui qui avait gagné la primaire de la gauche. Il n'en reste pas moins que le discrédit qui pèse sur la politique doit moins à ces quelques manquements à la parole donnée qu'à la persistance, depuis 30 ans, d'un chômage de masse. L'échec de nos politiques est d'abord économique et social. Or il est plus grave d'échouer, dans ces domaines, que de mentir !

« Nous avons besoin de morale, pour nous gouverner nous-mêmes, et de politique, pour gouverner ensemble le peuple que nous formons », écrivez-vous. Mais n'avons-nous pas également besoin si ce n'est d'une morale, au moins d'une éthique minimale en politique ?

Bien sûr, qu'on a besoin de morale ! Mais il faut rappeler que la question morale, c'est « *Que dois-je faire ?* », et non pas « *Que doit faire tel ou tel ?* » La morale n'est légitime qu'à la première personne ; pour les autres, le droit et la miséricorde suffisent. Ce que vous pensez de Fillon ou de Valls, c'est votre problème. Mais que savez-vous de leurs motivations ? Qui peut percer les cœurs ou les âmes ? Prenons le cas de Fillon : si ça vous fait du bien de le mépriser, tant mieux ou tant pis pour vous. Moi je préfère le combattre politiquement, et laisser le reste aux juges. Quant à Valls, il eut tort, me semble-t-il, de ne pas respecter l'engagement qu'il avait pris en participant à la primaire. Mais j'y vois surtout une erreur politique, qui va nuire à son parti et à lui-même sans rien apporter de décisif à Macron, voire en lui créant une source supplémentaire d'embarras. Politiquement, ce sont d'abord les effets qui importent. Mais moralement, ce sont d'abord les intentions, et là tout devient plus incertain ! Quelles sont les intentions de Valls, lorsqu'il soutient Macron ? Est-ce qu'il sacrifie son camp à ses « intérêts personnels », comme le lui reproche Martine Aubry, ou bien est-ce qu'il sacrifie au contraire « ses intérêts personnel à l'intérêt de son pays », comme l'a déclaré François Bayrou ? Je n'ai aucun moyen de le savoir. Or, moralement, c'est la question décisive ! Vous allez me dire : « Soit, mais, de toute façon, il a renié sa parole ! » C'est vrai. Mais si tout le monde s'accorde à dire qu'il vaut mieux tenir sa parole que la renier, la plupart des philosophes (presque tous, sauf Kant) reconnaissent qu'il y a des exceptions. S'il faut choisir, à tel ou tel moment, entre le respect de la parole donnée et l'intérêt supérieur de la nation (par exemple éviter une victoire de l'extrême droite), la question est au moins ouverte ! Bref, je pense que Valls a fait une erreur politique. Mais je ne me permettrais pas – comme le fit pompeusement et ridiculement Arnaud Montebourg – de dire qu'il est pour cela « un homme sans honneur » !

Pourquoi la vertu ne serait-elle pas utile à la politique (et ruinerait le Prince, comme dit Machiavel) ? Après tout, il n'y a pas que Saint-Just ou Robespierre qui la prônait, mais aussi les Grecs et les Romains, inventeurs de la démocratie et de la République (sans parler de Diderot ou de Montesquieu), qui en faisaient un principe cardinal...

Machiavel n'a jamais dit que la *virtú* n'était pas utile en politique, bien au contraire ! Il a simplement dit que cette *virtú* ne saurait se soumettre toujours aux exigences de la morale ordinaire. Ce que Grecs et Romains n'ignoraient aucunement... Qui peut faire de la politique sans mentir jamais ? Montaigne d'ailleurs rejoint Machiavel : celui qui voudrait, en politique, respecter scrupuleusement toutes les règles « rudes, neuves, impolies ou impolluées » de la morale ordinaire découvrirait vite qu'elles y sont parfois « ineptes et dangereuses ». Tout est-il permis, en politique ? Bien sûr que non ! Mais il n'est pas exclu que l'intérêt général pousse parfois à faire quelque entorse à sa propre conscience... Tout ici est question de mesure. Quand on ment trop, on ne peut plus gouverner. Mais celui qui ne ment pas du tout, fût-ce par omission, peut-il gagner une élection ? Par exemple si François Hollande, lors de sa campagne électorale, au lieu de s'en prendre confortablement à son « ennemi la finance », avait annoncé qu'il allait réformer le Code du travail, aurait-il été élu ? Dans une démocratie, on a à peu près les hommes politiques que l'on mérite. Mieux aurait valu, me semble-t-il, Rocard que Mitterrand, Raymond Barre que Chirac. Mais les Français ont élu Mitterrand et Chirac, deux fois chacun. Quant on vote pour ceux qui mentent le plus, il est trop facile, ensuite, de pester contre les mensonges des politiques...

Comment exiger des jeunes qu'ils respectent la morale si les représentants de la nation ne la respectent pas ?

Qu'est-ce qui vous autorise à dire qu'ils ne la respectent pas ? « Tous pourris, tous menteurs », c'est ça, votre position ? Bonjour le populisme ! Et vous croyez que cela va aider nos jeunes gens à respecter leur prochain ? La transmission des valeurs morales est à la charge des parents, plus que des politiques. L'État est là pour dire non le bien et le mal, mais le légal et l'illégal. Combattre la délinquance est plus important que faire des leçons de morale !

Politique et morale doivent selon vous être distinguées, mais comment envisager la question du mensonge ? (François Fillon, par exemple, a menti sur le statut d'avocat de ses enfants lorsqu'ils étaient assistants parlementaires). Car à force de dévaluer sa parole, le dirigeant politique finira par ne plus être respecté, et ne pourra plus gouverner.

La morale n'est pas politique : elle n'est ni de droite ni de gauche. La politique n'est pas morale : ce ne sont pas les plus vertueux qui gouvernent mais les plus forts (les plus nombreux, en principe, dans une démocratie). Morale et politique sont donc deux choses différentes. C'est pourquoi on a besoin des deux ! Quant au mensonge, vous avez bien sûr raison : celui qui ment toujours, plus personne ne le croit, et il ne peut même plus mentir efficacement ! Il faut donc mentir *le moins possible*, et par omission plutôt que formellement (par exemple de Gaulle disant aux Pieds-Noirs, en 1958 : « Je vous ai compris ! »). Dans quels cas ? Quand c'est absolument indispensable. A quelle condition ? Que ce soit au bénéfice de l'intérêt général, et non de ses intérêts personnels. Là encore Montaigne a dit l'essentiel : il arrive que le Prince doive « gauchir sa parole et sa foi » ; mais « aucune utilité privée n'est digne que nous fassions pour elle cet effort [cette atteinte] à notre conscience ; la publique, bien, lorsqu'elle est et très apparente et très importante. »

La trahison est-elle inévitable en politique ?

Non. Mais la loyauté n'est pas non plus une garantie. Peut-être que le Maréchal Pétain, en 1940, eut le sentiment que de Gaulle l'avait trahi...

Quels sont vos modèles éthiques en politique ?

Je n'en ai pas. J'ai plus d'estime pour Condorcet que pour Robespierre, pour Jaurès que pour Lénine, pour de Gaulle que pour Chirac, pour Mendès France que pour Mitterrand, pour Nelson Mandela que pour Mao Tsé-toung... Mais de là à en faire des « modèles éthiques », non. Les miens seraient plutôt Diogène le cynique, Etty Hillesum ou l'abbé Pierre. Mais je n'aurais confié à aucun des trois la direction d'un État ! Croyez-vous que l'abbé Pierre aurait fait un bon président de la République ? Pas plus, je le crains, que le général de Gaulle n'eût fait un bon abbé !

Emmanuel Macron et Marine Le Pen ont-ils raison de vouloir dépasser le clivage droite-gauche, pour un autre jugé par eux plus pertinent, entre conservateurs et progressistes, patriotes et mondialistes ?

Le dépasser non, si l'on entend par là l'abolir. L'opposition droite-gauche reste à mes yeux éclairante, structurante, nécessaire. Mais cela ne signifie pas qu'elle suffise à tout ! Nous sommes plusieurs à rêver d'une union nationale, pendant quelques années, pour faire les quelques réformes difficiles et nécessaires. Eh bien voilà : Macron essaie de faire l'union nationale à lui tout seul. S'il réussit, chapeau ! Bref, le « Ni droite ni gauche » me paraît une sottise. Le « Et droite et gauche », en revanche, au moins pour un temps, cela peut parfois être intéressant !

La fracture entre les deux gauches irréconciliables est-elle irréversible ? Et quelle est selon vous la gauche la plus adaptée à notre temps ?

Irréversible, je n'en sais rien. La gauche française vit dans le mensonge depuis le « tournant de la rigueur » de 1983. Elle n'a jamais voulu tirer les conséquences de l'échec spectaculaire du Programme commun (trois dévaluations en dix-huit mois, hausse des prix et du chômage, victoire de la droite aux municipales...). Une politique de la demande, dans une économie mondialisée, on en connaît les effets ! De là ce mélange de keynésianisme et de souverainisme qui tient souvent lieu d'idéologie à la gauche de la gauche, et qui me paraît une impasse. Bref, la gauche la mieux adaptée à notre temps, selon moi, c'est celle qui s'affronte aux contraintes et aux opportunités de la mondialisation, et qui l'assume ! C'est ce qu'Hollande essaya – mais trop tard, mais trop timidement – de faire, et je trouve qu'on fut bien injuste avec lui.

Comprenez-vous le dilemme des électeurs de gauche qui aimeraient voter Hamon ou Mélenchon au premier tour, mais qui, au nom du principe de « réalité » (qui lui-même repose sur une virtualité politique, celle des sondages) ou du « vote utile », se demandent s'ils ne doivent pas voter Macron dès le premier tour ?

Bien sûr que je les comprends, et c'est bien en effet un dilemme, c'est-à-dire un choix difficile entre deux possibilités également insatisfaisantes. Pour ce qui me concerne, le problème ne se pose guère. J'ai du respect pour Hamon et Mélenchon, quoique je leur en veuille d'avoir à ce point combattu la gauche de gouvernement. Mais leurs programmes me paraissent trop déraisonnables pour que je puisse voter pour eux. Je ferai donc comme Manuel Valls (mais moi, je

ne me suis engagé à rien) : je voterai pour Macron, dès le premier tour, pour éviter un second tour Fillon-Le Pen, certes, mais aussi parce que son programme me paraît le moins éloigné de mes idées et celui qui a le plus de chance de réussir à peu près.

Quel principe éthique devait, selon vous, guider un citoyen dans l'isolement ?

Se soucier d'efficacité plutôt que de doctrine, et mettre l'intérêt général, si c'est possible, plus haut que son intérêt personnel.

Propos recueillis par Nicolas Truong
Dernier livre publié par André Comte-Sponville :
C'est chose tendre que la vie (Entretiens avec François L'Yvonnet),
Albin Michel, 2015, 544 p., 24 €.